



Compte-Rendu des Élus F.O.-DGFIP en CAP Nationale

45-47 rue des Petites Ecuries

75484 Paris Cedex 10

Tel. : 01.47.70.91.69

contact@fo-dgfip.fr

PRIORITÉ AUX AGENTS

Numéro 61 du 27 octobre 2015

IDIV

CAPN n°3 des 8 et 9 octobre 2015

Affectation d'IDiv HC sur emplois de CSC (postes comptables C1) - 1^{er} semestre 2016

Le 8 octobre se sont déroulées les CAP nationales n°1, 2 et 3 de nomination des chefs de service comptable de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégorie.

Dans leur déclaration liminaire les élus **F.O.-DGFIP** en CAPN n°3 des IDiv Hors Classe ont tenu à rappeler les menaces pesant sur le réseau comptable, au travers de l'évocation du rapport IGF de mai 2015 et de la loi NOTRÉ du 7 août 2015.

Les élus **F.O.-DGFIP** ont aussi pointé du doigt le PLF 2016 et « l'exemplarité » de la DGFIP contribuant à plus de la moitié (54 %) de l'effort de réduction des effectifs de la Fonction Publique d'État, alors qu'elle ne représente que 6 % desdits effectifs.

Un éclaircissement sur le devenir des agents comptables d'ARS (Agences Régionales de Santé) impactés par la réforme territoriale a également été demandé.

Mme Gontard – Sous directrice RH1 – qui présidait la CAPN a confirmé la suppression des « double et triple salto » en promotion sur place (PSP). Elle a aussi rappelé la création des postes dits « sensibles » avec 4 paieries régionales à ce mouvement.

En réponse aux déclarations liminaires des organisations syndicales, la Présidente a rappelé qu'une information individuelle devait être donnée aux comptables concernés par les restructurations. Pour **F.O.-DGFIP**, c'est la moindre des choses de la part des directions, et pourtant de récents exemples ont prouvé le contraire.

Quant à la décision de supprimer ou de maintenir le mouvement 2017-1 des cadres supérieurs, le sujet n'est toujours pas tranché.

Sur l'octroi d'indices HEA administratifs, « il ne reste plus rien sur l'étagère ».

Enfin, des discussions sont en cours avec le Ministère de la Santé au sujet des ARS.

Principaux chiffres et faits marquants :

- 1 062 demandes d'AFIPA, IPFIP et IDiv HC (999 au mouvement 2015-2) ;
- 30 410 vœux contre 26 243 dans le mouvement 2015-2, soit + 15 % ;
- 41 % des vœux portent sur des postes HEA ;
- 62 promotions hors place (ou 57 si l'on neutralise les AFIP accédant à des postes HEC) ;
- Un total de 78 promotions (en y intégrant les 16 PSP hors fusions/restructurations) à rapprocher de 69 dans le mouvement 2015-2 ;
- Tous les quotas sont saturés.

Tableau des promotions (hors opérations liées aux fusions/restructurations)

C	TOTAL	AFIP	AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
promotions hors PSP	1	0	1			
PSP HEC	0					
HEB			AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
promotions hors PSP	8		6			2
PSP HEB	4		3			1
HEA			AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
promotions hors PSP	21		13		2	6
PSP HEA	2		0		0	2
1040			AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
promotions hors PSP	10		3	2	3	2
PSP 1040	2		1			1
1015			AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
promotions hors PSP	16		5	3	4	5
PSP 1015	9			1	3	5
C1	TOTAL	AFIP	AFIPA	IP	IDIV ex IP	IDIV HC
Total promotions hors PSP	57	0	28	5	9	15
PSP	17	0	4	1	3	9
Total Promotions	74	0	32	6	12	24

Non intégrés les 5 AFIP promus sur postes HEC

Ce tableau démontre que les PSP profitent à tous les grades, légitimant leur existence et mettant à mal les arguments de certains qui s'en étaient fait les pourfendeurs.

Autre enseignement de ce tableau : la continuation de la lente et inexorable évaporation du nombre d'IDiv HC promu sur des postes CSC3 HEA (21 au mouvement 2014-1, 14 au 2015-1, 7 au 2016-1).

Les opérations liées aux fusions/restructurations :

Plus de 100 comptables sont impactés au 1er janvier 2016 sur ces opérations impliquant un poste C1.

- 26 cadres peuvent se maintenir sur les nouvelles structures en bénéficiant d'une PSP hors quota : 5 AFIPA, 14 IP et IDiv ex IP et 7 IDiv HC ;
- 45 cadres se maintiennent sans promotion sur leur poste ou sur un poste du périmètre de la restructuration ;
- 20 cadres sont potentiellement susceptibles d'être affectés en surnombre à leur DDFiP/DRFiP au 1er janvier 2016 (sous réserve du mouvement C2 où certains pourront exercer leur priorité absolue).

Pour **F.O.-DGFIP**, le compte à rebours a commencé ; il est encore temps de stopper cette mécanique infernale en s'inscrivant dans la lutte pour la défense du réseau comptable en alertant les populations, les élus et l'ensemble des collègues. Un signal fort doit être lancé par tous les personnels le 18 novembre prochain par un niveau de mobilisation et un taux de grève à la hauteur des attaques subies.



Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Avant d'en venir à l'objet de cette CAPN, nous souhaiterions revenir sur le rapport de l'IGF de mai 2015 sur la qualité de service rendu par les comptables auprès des grandes collectivités et sur la réforme territoriale. Ces deux sujets impacteront fortement le devenir des collègues comptables.

Le rapport de l'IGF, dont notre Directeur Général commence à s'inspirer fortement, contient de la dynamite, puisqu'il a de quoi modifier très substantiellement l'organisation du réseau des postes chargés du secteur public local et, à terme, la fonction comptable si l'ensemble des préconisations avancées étaient retenues. Dès les premières lignes le ton est donné : « La DGFIP ne met pas en œuvre de réelle adaptation de son réseau comptable auprès des collectivités territoriales en fonction de la taille, des catégories de collectivités et des enjeux financiers de ces dernières ». Toujours selon l'IGF, l'uniformité du maillage territorial de la DGFIP et « l'éparpillement » de ses effectifs sur le territoire sont autant de handicaps à cette adaptation.

Pour **F.O.-DGFIP**, ce rapport veut préparer les esprits à une accélération de la réduction du réseau, dans la droite ligne de la réforme territoriale, puisqu'il regrette aussi la « dynamique décroissante » des suppressions de postes depuis 2010 (101 suppressions en moyenne/an sur la période 2002-2010 contre 38/an sur la période 2010-2013). Si l'on peut « rassurer » l'IGF, notre DGFIP remonte le curseur et va battre ses records en 2015 et années suivantes.

L'IGF considère également que si les gros postes manquent d'effectifs, la faute en est aux petits postes qui doivent donc être supprimés. **F.O.-DGFIP** réfute cette vision uniquement budgétaire de l'utilité du réseau comptable. In fine, pour l'IGF, un seul poste comptable au chef-lieu de région gérant la paierie départementale, la paierie régionale, la ville et l'EPCI du chef-lieu. La DGFIP serait aussi tentée d'appliquer ce modèle parisien à toutes les DRFiP avec des conséquences dévastatrices en termes de maillage territorial. Et que dire de l'expérimentation dans une ou deux régions tests de l'ensemble des missions de la DGFIP au niveau de la DRFiP exclusivement pour les « grands comptes » (collectivités à plus forts enjeux) ?

Sur les règles de gestion des cadres, l'IGF constate et semble regretter qu'un DRFiP se voit imposer les chefs de poste de sa région et ne peut pas « fongibiliser » les affectations au sein de son réseau infra-régional en fonction des

performances des agents et des problématiques locales !

La transition est facile pour évoquer la réforme territoriale qui donne priorité à l'échelon régional, voire interrégional et dicterait ce resserrement du réseau.

L'instruction gouvernementale du 27 août 2015, précisant la loi NOTRe du 7 août 2015, indique clairement que les Préfets pourront dissoudre tout syndicat jugé inutile et ainsi amplifier les transferts d'activité de certains postes comptables vers d'autres, avec toutes les conséquences RH prévisibles pour les cadres en place et leurs collaborateurs. Nous tenons également à vous faire part d'une impression de désintérêt de la DGFIP pour le sort des agents comptables d'Agences Régionales de Santé (ARS) supprimées. Pourtant le décret du 20 août 2015 portant mesures d'accompagnement des fonctionnaires occupant certains emplois au sein des services de l'État en région est applicable aux agents comptables desdites ARS détachés en qualité d'agents comptables. La Centrale dit attendre des éclaircissements de la Fonction Publique. On vous rappelle pourtant que la lettre du 9 septembre 2015 de Mme Lebranchu - Ministre de décentralisation et de la fonction publique - à tous les ministres indique que « la mise en œuvre de la réforme doit reposer sur l'exemplarité de l'État dans la conduite du changement et l'accompagnement de ses agents ». Pour **F.O.-DGFIP**, il devient urgent que la DGFIP tire les conséquences de ces textes, sauf à considérer que vous passez les agents comptables d'ARS par pertes et profits.

Nous vous rappelons aussi, dans la droite ligne du CTR du 28 septembre dernier, notre revendication toujours insatisfaite à ce jour de communication nationale et locale de la cartographie complète en cours et à venir des restructurations.

Le PLF 2016, lui, continue de stigmatiser le ministère des finances et des comptes publics qui devient le plus gros ministère contributeur, et plus particulièrement la DGFIP amputée de 2 130 emplois (2 000 en 2015) ; soit plus de 15 % de nos effectifs supprimés depuis la création de la DGFIP. **F.O.-DGFIP** n'acceptera jamais cette politique de démantèlement du réseau au prétexte du manque de moyens.

Concernant cette CAPN, une fois de plus nous dénonçons le changement des règles sans discussion avec les Organisations Syndicales. D'ores et déjà, trop de nombreux collègues devront se repositionner sur le mouvement C2/C3,

victimes directes de vos choix de restructurations/fusions.

Nous ne voulons plus de cette communication lénifiante de la DGFIP tendant à vouloir nous faire croire que les mouvements comptables sont une mécanique bien huilée ! Vous assumerez la pénurie et la casse progressive du réseau.

Pour continuer sur ces remarques d'ordre général, les élus **F.O.-DGFIP** déplorent à nouveau que nos demandes récurrentes sur les fiches de poste restent insatisfaites, en particulier de voir mentionnés le nom et le grade du titulaire du poste et sa date de sortie éventuelle.

Sur ces mêmes fiches il y a le nom patronymique alors que le nom d'usage serait également nécessaire, comme sur les autres documents fournis.

On dénonce une fois de plus l'aberration selon laquelle l'accès en PSP aux CSC4 1040 n'est ouvert qu'aux CSC5 1015 alors que l'une des deux filières était dépourvue de ce type de poste. **F.O.-DGFIP** réaffirme sa revendication d'une PSP possible de C2 à CSC4 1040 et aussi à CSC3 HEA.

Permettez-nous de revenir également sur l'accès en promotion aux postes CSC3 HEA pour les IDiv HC. En effet, la mécanique d'éviction des IDiv HC des postes CSC3-HEA est toujours en marche sous l'effet combiné des quotas flux (3 IDiv HC entrants sur CSC3-HEA pour 10 sortants) et des âges d'entrée comparés des AFIPA et des IDiv HC.

Nous sommes passés de 21 promotions d'IDiv HC sur CSC3 HEA au mouvement 2014-1 à 7 promotions sur chacun des deux derniers mouvements.

F.O.-DGFIP continuera donc de demander une « garantie-plancher » de 108 postes CSC3-HEA pour les IDiv HC, comme seul mécanisme conservant leurs perspectives d'entrée sur ces postes indicés.

Sur les futurs mouvements comptables, on pourrait encore craindre le pire si votre intention de supprimer le mouvement 2017-1 était confirmée ; à ce jour, SPIB et RH laissent planer le doute. Allez-vous enfin nous dire aujourd'hui si oui ou non il y aura un mouvement 2017-1 ?

Une fois de plus, nous devons déplorer la mauvaise, voire même l'absence, de communication des directions locales envers les cadres impactés par des restructurations. Ces derniers découvrent en effet la disparition ou la restructuration de leur poste comptable au hasard de discussions entre collègues, à la lecture d'Ulysse, voire de la presse locale. Quel mépris des directions locales envers leurs cadres et leurs personnels ! **F.O.-DGFIP** vous demande solennellement de rapporter au Directeur Général cette absence de dimension humaine de certains n°1, afin qu'il y remédie.

F.O.-DGFIP prend acte du fait que le référentiel modifié des postes comptables au 1er janvier 2016 réintègre certains postes. Mais pour quelques réintégrations, combien de désintégrations déjà actées où à venir ? La Direction Générale a-t-elle conscience de l'entreprise de démolition qu'elle est en train d'appliquer à notre réseau ? Nos ministres ont-ils conscience de stigmatiser notre ministère, seul pourvoyeur de recettes à l'État ?

Pour conclure, au moment où les collectivités locales souffrent de la baisse de leurs moyens, elles ont d'autant plus besoin de la compétence de leur receveur municipal et d'un réseau de proximité.

**BULLETIN
D'ADHESION**



NOM : PRÉNOM :

N°DGI ou N° AGORA : ADRESSE MÈL :

GRADE : QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL :%

AFFECTATION :
déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)

Fait à le
(signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu

N hésitez pas à contacter vos élus F.O.-DGFIP